

Gel du point d'indice : les syndicats menacent de rompre le dialogue social

17 avr. 2014, PAR Sylvain Henry



Marylise Lebranchu (au centre) à l'occasion d'une récente rencontre avec des organisations syndicales. - © Revelli-Beaumont/SIPA

Les organisations syndicales de fonctionnaires sont très critiques contre le gel du point d'indice jusqu'en 2017, confirmé par Matignon, et pourraient boycotter l'importante négociation sur les parcours et les rémunérations. Marylise Lebranchu demande un geste de solidarité aux hauts fonctionnaires.

"Nous sortons du bureau du Premier ministre. Il nous a annoncé que le point d'indice des fonctionnaires sera gelé jusqu'en 2017. C'est inacceptable." Manuel Valls a confirmé les pires craintes des organisations syndicales, jeudi 17 avril au matin, à l'occasion d'un entretien à Matignon avec le responsable Unsa Fonction publique Guy Barbier. Gelé depuis l'été 2010, le point d'indice, qui sert de base au traitement des agents publics, restera donc figé jusqu'à la fin de la mandature.

Un scénario catastrophe pour les syndicats, justifié par le plan d'économies sur la dépense publique, qui prévoit une *"participation"* de l'État à hauteur de 18 milliards d'euros avant 2017. Mercredi 16 avril, Manuel Valls avait détaillé les économies sur les dépenses publiques en précisant que le gel du point d'indice serait poursuivi, sans toutefois évoquer de calendrier. Mais il n'y aura pas de mesures, avait-il ajouté, portant atteinte aux règles d'avancement dans la fonction publique d'État.

Pouvoir d'achat en baisse depuis 2011

Un pis-aller pour les organisations syndicales, alors que l'Insee a confirmé, dans une note publiée le 16 avril, la baisse régulière depuis 2011 de la rémunération des agents. *"Les mesures imposées aux fonctionnaires signifient une perte importante de leur pouvoir d'achat alors que leurs prélèvements ont augmenté, pointe Guy Barbier. C'est un revirement du gouvernement."* La ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, avait promis en début d'année que le point d'indice ne resterait pas gelé jusqu'en 2017. Et Jean-Marc Ayrault avait affirmé que les économies ne se feraient pas *"sur le dos"* des agents publics.

"C'est inacceptable !" a lui aussi réagi Christian Grolier, secrétaire général FO Fonction publique, alors que la CFDT, la CFTC, la CGT, la FA-FPT, Solidaires et l'Unsa appellent, dans un communiqué commun, les agents publics à se mobiliser le 15 mai *"pour dire stop à la baisse du pouvoir d'achat"*. Incrédule, Jean-Marc Canon, secrétaire général de la CGT, premier syndicat de fonctionnaires, a déclaré à l'AFP que *"si le gel devait être confirmé jusqu'en 2017, ce serait un affrontement"*. Le gel est *"incompréhensible"* pour Brigitte Jumel (CFDT).

Appel aux "plus hauts salaires"

Alors que la négociation sur les parcours et les rémunérations débutera en mai – une première réunion étant prévue le 19 –, Marylise Lebranchu, a indiqué sur RMC, jeudi 17 avril, qu'elle allait *"appeler les plus hauts salaires"* de la fonction publique à *"un geste de solidarité"*. *"Moi, je vais appeler à un geste de solidarité des plus hauts salaires, a dit la ministre, par exemple, ceux qui gagnent plus qu'un ministre pourraient peut-être faire un geste"*, qui profiterait aux agents de catégorie C.

Seulement voilà : les organisations syndicales semblent prêtes à bloquer la négociation sociale. *"La question se pose, confie Guy Barbier, de l'Unsa. Je ne vois pas aujourd'hui comment on va pouvoir dialoguer sereinement avec le gouvernement dans ces conditions."* Il n'exclut donc pas de boycotter les discussions. Un scénario évoqué par plusieurs autres organisations syndicales.

Sylvain Henry